



Déclaration liminaire au CTSD du 9 avril 2014

Madame l' Inspectrice d'Académie,

ce Comité Technique Spécial Départemental se tient à un moment particulier, après des élections municipales qui révèlent une progression des idées d'extrême droite, idées que la FSU, avec nombre d'autres organisations syndicales, combat et continuera de combattre car elles sont une menace pour notre démocratie. Les attentes de notre société pour davantage de justice sociale et d'égalité sont fortes. La Fonction Publique en général et l'école républicaine en particulier jouent en cela un rôle important et déterminant et elles doivent avoir les capacités et les moyens de le jouer encore mieux.

Malheureusement, la politique d'austérité annoncée à travers le pacte de responsabilité risque fort de laisser l'annonce de 60 000 postes à l'état de promesse. Les quelques postes alloués cette année à notre département sont très insuffisants au regard des besoins et ne permettront pas d'inverser la courbe de la dégradation du service public d'éducation. Et au bout du compte, le solde entre les ouvertures et les fermetures de classes est, une fois de plus, négatif.

Ainsi, le nombre intolérable de journées de classe non remplacées nuit gravement à la continuité du service dans des conditions acceptables, tant pour les élèves que pour les enseignants. Hélas, la rentrée 2014 n'apportera aucune amélioration et se fera sans aucun poste de remplaçant supplémentaire. Pire même, il est prévu de fermer le poste de ZIL de l'ERPD.

Les dispositifs « Plus de maîtres que de classes » et « scolarisation des moins de trois ans » s'étoffent généreusement d'un poste chacun. 22 écoles élémentaires et 21 écoles maternelles de l'éducation prioritaire (pour ne parler que des secteurs les plus en difficulté) continueront de faire avec l'existant. Bienheureuses encore lorsqu'elles ne seront pas victimes d'une fermeture de classe.

Parce que des fermetures de classes, il n'en manque pas ! 75 ! Sans compter les décharges de direction réduites lorsque les écoles passent sous le seuil.

Les ouvertures, comme à l'accoutumée, concernent pour deux tiers des classes dans la filière bilingue qui ne scolarise pourtant que 10 % des élèves.

Les fermetures de petites écoles en zone rurale et les fusions d'écoles contribuent à détricoter le tissu social. L'école de la Meinau, en « fusion expérimentale » depuis deux ans en est un exemple frappant. De la taille d'un petit collège en terme d'effectif d'élèves, elle est bien loin d'avoir les moyens en personnel d'accueillir les familles dans leur diversité. Dans un contexte difficile, le dévouement quotidien de la

directrice et des enseignants ne peut pallier les carences administratives. Il est urgent de revenir à une école à taille humaine sinon les relations familles-école vont continuer de se dégrader, l'image du service public se détériorer encore, et la nécessaire confiance des parents dans l'école en pâtir durablement.

Le chantier direction d'école avait soulevé quelque espoir chez les directrices et directeurs ployant sous le faix de leur mission. Du temps et un allègement des tâches administratives étaient attendus avec impatience. Où en sommes-nous dans notre département, les documents de travail ne faisant pas état de temps de décharge supplémentaire ?

En ce qui concerne maintenant l'ASH, nous ne pouvons que nous réjouir de l'ouverture de deux CLIS à la rentrée prochaine. Toutefois, le nombre de places en structures spécialisées diverses reste insuffisant au vu du nombre d'enfants nécessitant un accompagnement particulier. Le SNUipp-FSU67 a constaté que dans un très grand nombre d'écoles, des enfants avec une notification MDPH sont en classe ordinaire faute de place en ITEP par exemple. L'Agence régionale de santé a-t-elle l'intention de revoir à la hausse le nombre de place dans ses établissements ? Il y a urgence, car ces enfants en souffrance et mettent bien souvent leurs camarades de classe ainsi que leurs enseignants en difficulté.

D'ailleurs, le SNUipp-FSU67 vous demande aujourd'hui de tenir compte de la présence des CLIS pour les seuils d'ouverture et de fermeture des classes. En effet, les élèves qui y sont inscrits sont intégrés dans les classes ordinaires chaque fois que cela est possible. L'inclusion et l'intégration de tous doit être facilitée mais ne peut en aucun cas se faire au détriment des autres élèves. Les conditions d'accueil doivent être acceptables. Ainsi, par exemple, il n'est pas raisonnable de demander l'intégration, même à temps partiel, dans un CM2 de 29 élèves.

Bref, pour conclure, au SNUipp-FSU67, nous avons le sentiment que la priorité au primaire n'atteint pas notre département.

Une véritable dotation pour la réussite de tous aurait pu servir à alléger le nombre d'élèves par classe, augmenter le nombre de remplaçants, améliorer le temps de décharges pour la direction d'école, reconstituer les RASED, etc.

Il n'en sera rien en 2014. Avec le « pacte de responsabilité » qui ne vise qu'à se servir de la Fonction Publique comme variable d'ajustement afin d'honorer les 50 milliards d'économies prévus à l'horizon 2017, nous craignons fort que l'austérité ce soit aussi pour le premier degré.